



Après le baccalauréat.

Pourquoi les jeunes Ornais refusent parfois de se lancer dans de longues études supérieures

Alors que le département est en recherche continue de médecins, de vétérinaires ou encore d'ingénieurs, les jeunes Ornais s'empêchent l'accès aux études qui amènent à pratiquer ces métiers.

Selon le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, « **en 2021-2022, 2,97 millions d'étudiants (y compris apprentis en BTS) se sont inscrits dans l'enseignement supérieur, effectif en hausse de 2,5 % en un an** ».

Dans le département de l'Orne, l'Inspectrice de l'Éducation nationale chargée de l'information et de l'orientation, Danny Ralu-Bedouet, évoque au regard des statistiques post-bac, une différence nette entre les aspirations des jeunes bacheliers issus de certaines académies, comme celles de l'Île-de-France, et celles des jeunes Ornais.

Ils refusent la formation alors qu'ils sont acceptés

On observe effectivement une certaine réticence à formuler des choix en enseignement supérieur dans certaines filières telles que les Bachelors Universitaires Technologiques (BUT) et les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE). Alors que, sur certains territoires des grandes académies urbaines de France, les jeunes lycéens n'hésitent pas à candidater pour ces formations pour ensuite se présenter aux concours des écoles de commerce et d'ingénieur.

Les CIO ont pour tâche de lever les freins, les autocensures, d'encourager à la mobilité en rassurant les élèves sur leurs capacités. Pour les élèves ayant des dossiers satisfaisants pour une entrée en CPGE, ils sont encouragés à s'engager vers des parcours beaucoup plus ambitieux leur offrant un plus large horizon de possibles.

Selon l'Inspectrice de l'Éducation nationale chargée de l'information et de l'orientation, les facteurs d'autocensure sont multiples. « **Il y a effectivement une certaine réticence**

des jeunes à s'engager vers certaines formations, mais aussi parallèlement, à envisager la mobilité et à se projeter vers des professions que les jeunes lycéens ne connaissent faute de réseau ».

Face à ce constat, Danny Ralu-Bedouet, explique qu'il faut donner confiance aux jeunes. **« Les jeunes lycéens du département de l'Orne ont autant de chance que les autres de réussir, encore faut-il qu'ils candidatent, qu'ils ne renoncent pas et qu'ils croient en eux ».**

Un constat confirmé dans les CIO selon Cyril Loré, directeur du CIO de Flers qui voit que sur Parcoursup, **« la moitié des jeunes qui candidatent dans les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) renoncent à la formation alors même qu'ils ont été acceptés ».** Paradoxe, les CPGE normandes ne font pas le plein.

Cette problématique amène le directeur à penser à sa mission. **« C'est à nous de porter les projets les plus ambitieux possibles aux élèves afin qu'ils réalisent leur potentiel ».** L'objectif est donc de **« lutter contre le déterminisme social »** afin de dépasser les freins psychologiques qui peuvent se mettre devant l'élève.

« Un challenge pour l'avenir »

Tous les acteurs institutionnels sont engagés auprès d'eux pour les accompagner en ce sens. Ils apportent leur contribution au travers de différentes actions dans le cadre des heures dédiées à l'orientation, des Cordées de la réussite, d'une invitation à participer aux différents salons, forums locaux et régionaux et aux les temps forts de l'orientation notamment le printemps de l'orientation.

Il est de la responsabilité de tous les acteurs de l'orientation d'enrichir le parcours Avenir de l'élève en assurant une connaissance élargie des formations et des métiers afin que les élèves puissent formuler des vœux éclairés et ambitieux.

D'autant plus que le département l'Orne a besoin de professionnels hautement qualifiés dans divers domaines (vétérinaires, d'ingénieurs, de médecins, professeurs, de techniciens supérieurs...).

Les jeunes futurs diplômés et qualifiés sont attendus par les entreprises et les collectivités, mais aussi par le milieu libéral. Leur formation et leur diplôme représenteront un atout, une sécurité pour s'insérer sur le marché de l'emploi. **« Les jeunes Ornais en ont le potentiel, les compétences, les qualités, la motivation, ils le peuvent... c'est un challenge pour l'avenir »**, conclut l'Inspectrice de l'Éducation nationale.

Marantine MAUGUIN



Que faire après le baccalauréat ? Illustration Fotolia